

## TURQUIE

### **Critiqué pour son intervention militaire dans le nord de l'Irak, le gouvernement réprime les activités des défenseurs des droits de l'homme**

*Index AI : EUR 44/50/97*

Vendredi 27 juin 1997

Amnesty International a déclaré ce vendredi 27 juin 1997 que l'arrestation au cours du dernier mois des présidents de deux sections de l'*Insan Haklari Dernegi* (IHD, Association turque pour la défense des droits de l'homme), ainsi que la fermeture de plusieurs bureaux de cette association, témoignaient de la volonté manifeste du gouvernement turc de faire taire quiconque, à l'intérieur du pays, voudrait critiquer l'offensive lancée par l'armée turque dans le nord de l'Irak en mai 1997.

Les autorités turques semblent déterminées à empêcher la diffusion de toute information sur l'intervention dans le nord de l'Irak : ni les observateurs des droits de l'homme, ni les journalistes indépendants ne sont autorisés à se rendre sur les lieux.

*«Amnesty International est extrêmement préoccupée par l'arrestation des membres de l'IHD, a déclaré l'Organisation. Depuis le début des années 90, les membres de cette association n'ont cessé d'être en butte aux manœuvres d'intimidation de la police, qui les a, notamment, incarcérés et torturés»* L'IHD a été la cible de nombreux attentats à l'explosif, et plusieurs de ses membres ont été tués, dont certains dans des circonstances portant à croire que les forces de sécurité étaient impliquées.

Amnesty International va adresser directement au gouvernement turc de fermes observations et demander aux pays qui, comme la Turquie, sont membres de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ainsi que du Conseil de l'Europe, d'user de leur influence pour que soient de nouveau ouverts les bureaux de l'IHD et que soient libérés les défenseurs des droits de l'homme.

*«Si les gouvernements turcs ont acquis une certaine crédibilité dans le domaine des droits de l'homme depuis le milieu des années 80, c'est bien en autorisant la création et l'existence de l'IHD, a déclaré Amnesty International. Cette association a su mettre en place un réseau efficace d'observateurs des droits de l'homme, dont un grand nombre sont des avocats.*

*«C'est pourquoi cette nouvelle vague de répression, qui est due sans aucun doute aux critiques que les responsables de l'association ont formulées contre l'offensive dans le nord de l'Irak, remet en question les propos récents du gouvernement, selon lesquels une nouvelle ère s'ouvrirait pour les droits de l'homme en Turquie», a ajouté l'Organisation.*

Les autorités turques ont fait fermer les bureaux de l'IHD à Diyarbakir, Malatya, Izmir et Konya et ont arrêté les présidents des sections d'Ankara et Sanliurfa.

La section de Diyarbakir a été fermée le 24 mai, celle de Malatya le 4 juin, celle d'Izmir le 19 juin et celle de Konya le 24 juin. Les autorités ont allégué que ces associations outrepassaient leur mandat et que, dans certains cas, elles étaient en possession de documents politiques tombant sous le coup d'une interdiction.

Yildiz Temurtürkan, présidente de l'IHD à Ankara, a été arrêtée le 7 juin alors qu'elle participait à une manifestation sur l'offensive dans le nord de l'Irak. Les charges de soutien au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui ont été retenues contre elles sont forgées de toutes pièces. Amnesty International considère que Yildiz Temurtürkan est une prisonnière d'opinion. Le président du bureau de Sanliurfa, Aziz Durmaz, a été placé en garde à vue au secret le 24 juin, sous la même inculpation. Amnesty International surveille de près la situation de ces deux personnes.